

GREER, Allan et Ian RADFORTH, eds., *Colonial Leviathan: State Formation in Mid-Nineteenth Century Canada*. Toronto, University of Toronto Press, 1992. 328 p. 22,95 \$

Jean-Paul Bernard

Volume 47, numéro 3, hiver 1994

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/305260ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/305260ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Bernard, J.-P. (1994). Compte rendu de [GREER, Allan et Ian RADFORTH, eds., *Colonial Leviathan: State Formation in Mid-Nineteenth Century Canada*. Toronto, University of Toronto Press, 1992. 328 p. 22,95 \$]. *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 47(3), 439–442. <https://doi.org/10.7202/305260ar>

GREER, Allan et Ian RADFORTH, eds., *Colonial Leviathan: State Formation in Mid-Nineteenth Century Canada*. Toronto, University of Toronto Press, 1992. 328 p. 22,95\$

Fin février 1989, plusieurs chercheurs, répondant à l'invitation de Ian Radforth et de Allan Greer, participaient à l'Université de Toronto à un atelier de travail sur le changement social et la formation de l'État (1830-1870) dans l'Amérique du Nord britannique. L'initiative était heureuse; la

formule choisie, opportune, et le livre qui nous intéresse ici, avec sa douzaine d'auteurs, peut être considéré comme le fruit le plus manifeste de l'événement. Un fruit substantiel.

S'il existait une histoire traditionnelle du politique — traditionnelle signifiant ici, de manière un peu abusive, nécessairement dépassé —, il existe maintenant une histoire «sociale» traditionnelle, dont la définition rapide pourrait être celle de Treveylan: «social history is history with politics left out.» Quand on estime que cette définition repose sur une exclusive simpliste, on ne peut que se réjouir de la perspective qui est celle de cet ouvrage dont l'introduction rappelle avec raison que l'on n'en est plus là. Greer et Radforth écrivent en effet: «social history and political history are engaged in a process of interpenetration, as neat distinctions between 'the social' and 'the political' begin to break down.» (p. 9) De même, c'est à juste titre que cette introduction souligne que le pouvoir politique, c'est aussi celui des organes et des agents qui participent de la souveraineté de l'État; et que les institutions de l'administration publique sont un lieu de contrôle social, de légitimisation de la domination de classe et d'imposition d'une discipline morale.

La dizaine d'études publiées élargit radicalement, pour le XIX^e siècle canadien, les perspectives analytiques susceptibles de rendre compte de la nature et du développement des fonctions de l'État, en même temps que de l'intersection État/société: sur l'après 1837-1838, la naissance de la police au Canada (Greer); la place de la mission Sydenham et de la philosophie de l'utilitarisme des radicaux britanniques dans les réformes politiques, constitutionnelles et administratives (Radforth); le rôle initial du Conseil spécial du Bas-Canada (1838-1841) dans le réaligement des classes et dans l'établissement du pouvoir de la bourgeoisie (Young); les investissements de l'État dans le développement des canaux et des chemins de fer (Baskerville); les chemins de fer et le développement économique (McCalla); les budgets et crises financières de l'État (Piva); l'État, culture de classe et recours aux inspecteurs dans le développement du système d'éducation dans la partie Ouest du Canada-Uni (Curtis); l'État, l'association comme forme socio-politique et recours à l'encadrement légal dans le Bas-Canada (Fecteau); la régulation légale des «genres» comme phénomène affectant la scolarisation, la politique relative aux autochtones, la médecine, le bien-être des enfants, la religion et la philanthropie (de la Cour, Morgan et Valverde); la société des Maritimes, et la diversité de ses représentations d'elle-même et de l'impact de la présence de l'État (Wynn).

On ne saurait rendre compte ici des informations et de l'argumentation de chacun de ces auteurs. Je me limiterai à trois ou quatre points concernant le livre dans son ensemble: le choix du titre et les classiques mis en exergue au début de l'ouvrage; la configuration générale de celui-ci et les vues particulières de certains auteurs; le problème de bien dire l'heure juste dans les histoires où on traite du développement et du temps.

Du titre, on doit reconnaître «qu'il a de la gueule» et qu'il exprime bien l'insistance voulue sur le contrôle du peuple par l'État, plutôt que sur le contrôle de l'État par les citoyens. Le renvoi à la forte image théorique de l'énormité du grand Léviathan (1651) de Thomas Hobbs est très suggestif et

il s'accorde bien avec l'intention déclarée d'aller contre «the liberal myth of the liberal state» (p. 13).

Dans le premier passage mis en exergue, on trouve donc l'idée de ce classique de la pensée politique que c'est le désir de paix et le besoin de sécurité qui sont à la source de la soumission des volontés individuelles à ce «Mortal God». Mais deux autres citations suivent, l'une de Burke et l'autre de Many et Engels. Ce qui fait assez énigmatique. Va pour Burke et la présentation du gouvernement comme sagesse obligée pour contenir les passions. Mais alors comment concilier cela avec la dénonciation, dans le *Manifeste du parti communiste*, du pouvoir de l'État moderne, identifié à celui de la bourgeoisie? Comment lire le sens qui est donné au livre et les perspectives théoriques et «politiques» auxquelles il correspond? Possibilité de lectures, soit conservatrice, soit révolutionnaire, de la thèse individualiste et réaliste/pessimiste de Hobbs; simple souligné de la multiplicité des points de vue; hésitation de Greer et Radforth à prétendre parler au nom de tous les auteurs; divergences mêmes, entre eux? J'ai l'impression que Weber, pour qui la loi d'airain de la bureaucratie était à la fois inévitable et terrible, se serait bien accordé au ton général de la plupart des contributions...

Sont évoqués, Marx, Durkheim, Gramsci, Miliband, Skocpol. La moitié environ des articles réunis se réclament, d'une manière ou d'une autre, de Corrigan et Sayer, *The Great Arch: English State Formation as Cultural Revolution* (1985). Mais par contre, près de la moitié aussi des textes échappe totalement à cette problématique, et c'est particulièrement le cas de ceux qui examinent les domaines économique et financier.

On peut par ailleurs remarquer l'originalité de l'article de Radforth qui insiste sur le rôle d'un individu; l'ampleur du domaine ouvert à l'investigation par de la Cour, Morgan et Valverde qui étudient les incidences de la distinction hommes/femmes et sa rationalisation dans le discours, au moment où s'affirme la présence de l'État dans le corps social; l'analyse fine de Fecteau au sujet de la capacité de l'État à s'adapter à la concurrence qui lui est faite, et du passage de celui-ci de la défiance devant les actions collectives autres que les siennes propres, à leur encadrement légal; l'ambition de Young qui, traitant de la redéfinition du droit en contexte de transition au capitalisme («Positive Law and Positive State...»), et très conscient des limites du possible, présente le pragmatisme comme quelque chose qui s'impose, à l'instar du progrès et du bon sens.

Young dit clairement qu'il aurait, quant à lui, préféré 1815 à 1830 comme début de la période soumise à la recherche. Pour comprendre toute la portée de cette divergence avec le projet de l'atelier de travail de 1989, il faut lire son article, avec John A. Dickinson, «Periodization in Quebec History: a Reevaluation» (*Quebec studies*, n° 12, printemps/été 1991). À défaut d'une discussion systématique sur la théorie de la transition elle-même et sur les usages auxquels elle conduit parfois, et au risque d'être un peu injuste, exprimons simplement quelques réticences. Cette théorie n'évite souvent pas le piège téléologique; elle coexiste facilement avec le pli professionnel chez les historiens à vouloir «montrer que tout a commencé plus tôt qu'on ne l'avait pensé» (Bourdieu); et Marx lui-même, qu'on ne peut soupçonner de

point de vue antimoderniste ou nostalgique, écrivant que l'anatomie de l'homme explique l'anatomie du singe, faisait valoir dans le même paragraphe que cette idée, il fallait la prendre avec un grain de sel...

Dans ce sens, on pense au dernier article du livre, celui de Wynn, qui se distingue par sa facture et par son style plus détendu, mais aussi par ce que Greer et Radforth appellent son «healthful skepticism». Là se manifeste une sensibilité aux différences des régions évoquées, aux rythmes différentiels des transformations, aux permanences du vieux à côté du neuf, voire aux limites qui existent dans la présence de l'État.

Ceux qui ne l'ont pas déjà fait doivent se procurer ce livre. Et comme on le dit dans la langue du commerce on ne peut guère trouver mieux sous le «rapport qualité/prix».

*Département d'histoire
Université du Québec à Montréal*

JEAN-PAUL BERNARD